



PROJET DE RESOLUTION POUR LA PROTECTION, LA RESTITUTION DES DROITS FONDAMENTAUX ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ARMÉNIENS DU NAKHITCHEVAN

CONSEIL NATIONAL ARMÉNIEN DEPARTEMENT DE LA JUSTICE – DEPARTEMENT DES FINANCES – DEPARTEMENT DE LA PROTECTION CIVILE

Conformément à la Déclaration Nationale, approuvée le 17 Décembre 2004
Conformément à la Charte des Nations Unies et à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

Cette demande est signée par au moins cinq Membres du Conseil National Arménien.
Il va être procédé à l'appel nominal des signataires.
Veuillez procéder à l'appel nominal.
(L'appel nominal a lieu.) Ont signé cette demande et répondu à l'appel de leur nom :

Mes chers collègues, la présence d'au moins cinq signataires ayant été constatée, il va être procédé à l'affichage de la demande de discussion immédiate sur laquelle le Conseil national arménien sera appelé à statuer, au cours de la présente séance, après l'expiration du délai minimum d'une heure et après la fin de l'examen du dernier texte inscrit par priorité à l'ordre du jour.

Le Conseil National de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale, réunie à

Paris, le 06 Janvier 2006 ;

Considérant, la controverse entre les populations arméniennes du Nakhitchévan et la « république azérie » concernant le territoire du Nakhitchévan datant depuis 1921, aujourd'hui encore d'actualité. (Ci-joint un dossier sur le contexte historique).

Considérant, que la « république azérie », au vu de la destruction du cimetière médiéval de Djughha, applique une politique de destruction ethnique sous couvert de son armée dans un contexte de guerre non résolu avec les Arméniens.

Contexte Historique

La Région du Nakhitchévan est une enclave entre l'Arménie et l'Iran d'une superficie de 5 500 km², connue maintenant sous le nom de « République Autonome du Nakhitchévan ».

Cette région a été habitée principalement par des Arméniens depuis des temps très reculés. Elle a toujours fait partie de l'Arménie jusqu'à son aliénation de l'Arménie par l'illécite Traité de Moscou du 16 mars 1921 conclu entre l'Union Soviétique et la « république turque » sous le prétexte de « placer la région sous mandat de la « république azérie soviétique ». Elle a ensuite été annexée arbitrairement à la « république azérie soviétique » avec la connivence des autorités soviétiques.

Cette région fait partie du district de Sharour de la région d'Ayrarat, dans la province de Mets Hayk de l'Arménie historique et elle a toujours fait partie de l'Arménie. Après la signature du Traité de Turkmenchay entre la Russie tsariste et l'Empire Perse en 1828, elle a été intégrée dans le « District Arménien » créé par la Russie. Après la dissolution de ce district en 1849, la région a été incorporée dans la province de Yerevan et ce jusqu'en 1918. A partir de fin 1919, la région actuelle du Nakhitchévan autonome a fait partie de la Première République d'Arménie qui a duré jusqu'en Novembre 1921.

Après la formation de la République Socialiste Soviétique d'Arménie le 2 décembre 1920, le Nakhitchévan a fait partie *de jure* de la R.S.S. d'Arménie jusqu'à la signature d'un autre traité illécite, le Traité de Kars du 13 octobre 1921.

L'appartenance de cette région à l'Arménie Soviétique a été confirmée par une déclaration spéciale adoptée par le Comité Révolutionnaire la « république azérie soviétique », la plus haute instance dirigeante de cette république, le 30 novembre 1920, selon laquelle les régions du Nakhitchévan et du Karabakh étaient décrétées partie

inaliénable de l'Arménie Soviétique. Cette déclaration a été ratifiée à différentes reprises par les autorités de l'Union Soviétique au cours des mois de décembre 1920 et janvier 1921.

Ainsi que mentionné précédemment, au mépris des droits fondamentaux du peuple arménien et particulièrement des habitants du Nakhitchévan, l'Union Soviétique et la « république turque » ont conclu le traité illicite de Moscou le 16 Mars 1921, sans même la présence d'un représentant de l'Arménie.

Par la suite, sous la pression brutale de l'Union Soviétique, les trois républiques caucasiennes ont été contraintes de signer un accord avec la république turque, connu sous le nom de Traité de Kars, le 13 octobre 1921, qui « légalisait » en l'état la partition de la République d'Arménie et l'aliénation illégitime de la région du Nakhitchévan de la nation arménienne.

En conséquence, suite à une décision arbitraire des instances les plus élevées de l'autorité communiste, la « république azérie » soviétique a annexé la région à son territoire, en l'intégrant en tant que république autonome, ce qui en fait contrevenait même à l'accord des trois parties au traité, à savoir la Géorgie, la « république turque », et l'Arménie. Par cette décision illicite, l'Union Soviétique et la « république azérie » soviétique enfrenaient même les articles illicites des traités du 16 mars et du 13 octobre 1921, en vertu desquels la région du Nakhitchévan devait seulement être placée sous « mandat » de la « république azérie » soviétique et non pas annexée à son territoire.

Après son aliénation illicite de la nation arménienne, la région a été soumise à une politique de nettoyage ethnique progressif par les autorités azéries. Il résulte de cette politique que, de 1921 à 1989, le territoire a été vidé de sa population autochtone, les Arméniens.

Bien qu'en raison des incursions turques et azéries pendant les années 1918 à 1920, la structure ethnographique de la région ait été modifiée à l'avantage des azéris, les Arméniens constituaient encore la majorité de la population jusque dans les années 1960 et même plus tard. Néanmoins, ils en ont été finalement expulsés pendant les années 1988-1989 en raison du conflit du Karabakh.

A présent, quelque 400 000 Arméniens du Nakhitchévan qui ont fui en République d'Arménie et dans de nombreux autres pays du monde, sont privés de leur droit de retour sur leur terre ancestrale. De surcroît, ils n'ont même pas le droit de visiter leurs maisons ancestrales, leurs lieux de culte, les monuments historiques édifiés par eux-mêmes et leurs ancêtres, leurs églises, cimetières, etc.

Il est à noter que le calvaire des Arméniens du Nakhitchévan a été précédé par le Génocide barbare de la population d'Arménie Occidentale par les Jeunes-Turcs en 1915 et l'occupation ultérieure par cette dernière de la province de Kars et de la région de Souralou de la République d'Arménie, au cours de la guerre arméno-turque de 1920. Le plan de destruction et d'anéantissement du peuple arménien s'est ensuite poursuivi, cette fois avec la complicité de l'Union Soviétique qui s'efforçait d'entretenir de bonnes relations avec la nouvelle « république turque », aux dépens de l'Arménie. De là sa volonté de sacrifier l'Arménie occidentale et le Nakhitchévan pour apaiser les « républiques turque et azérie ».

Ainsi, la Fédération de Russie, en tant que successeur légal de l'Union Soviétique initiatrice des traités illicites mentionnés précédemment qui sont cause de la situation actuelle, porte une responsabilité particulière dans l'extraordinaire injustice faite aux Arméniens du Nakhitchévan.

La complicité turco-soviétique est même allée plus loin pour affaiblir l'Arménie et supprimer les droits historiques des Arméniens. Considérant la question de l'Arménie Occidentale comme définitivement « résolue » étant donné qu'il n'y restait plus d'Arméniens, la « république turque » et l'Union Soviétique ont dénoncé le Traité international de Sèvres conclu entre les Alliés le 10 août 1920, en vertu duquel une partie de l'Arménie historique sous contrôle turc, une zone d'environ 90 000 km², devait être restituée à l'Arménie.

Le Traité de Sèvres n'a pu être appliqué principalement en raison de l'attitude hostile de l'Union Soviétique et de la « république turque » à son égard.

L'infâme Traité de Moscou du 16 mars 1921 a servi de base à la partition de l'Arménie, suite à laquelle, ainsi qu'indiqué précédemment, la région du Nakhitchévan a finalement été annexée à la « république azérie » et vidée de sa population arménienne par ce dernier.

A présent, au cours des négociations actuellement en cours au sujet du Nagorno-Karabakh (Artsakh), la « république azérie » pose régulièrement des conditions au retour des réfugiés, il exige le retour d'une terre appartenant historiquement à l'Arménie et passée illégalement sous son contrôle, qu'il a perdue dans une guerre qu'il a lui-même déclenchée, il exige un droit de passage par l'Arménie vers l'enclave du Nakhitchévan et en fin de compte, il continue à détruire systématiquement les monuments arméniens sur le territoire du Nakhitchévan, en particulier les milliers de croix de pierre médiévales (Khatchkars) de l'ancienne cité arménienne de Djughha (connue également sous le nom de Djulfa).

L'objectif de la « république azérie » est donc d'effacer toute trace de la civilisation arménienne et toute preuve de l'appartenance arménienne de cette région, après avoir vidé la région de toute sa population autochtone.

Le 14 Décembre 2005 – Un bataillon militaire composé de 200 azéris et de plusieurs engins mécaniques, passent à la phase finale de l'ethnocide en détruisant le cimetière médiéval arménien de Djughha au Nakhitchévan, un des joyaux du patrimoine mondial composé de 10 .000 katchkars (stèle tombale) datant de plus de quatre cent ans, témoignage de l'existence d'une importante population arménienne au Nakhitchévan et d'un haut niveau de culture.

Films et photos témoignant de la destruction du cimetière par des militaires azéris.

HIER	AUJOURD'HUI
	
	
	
	

Approuve, l'Union des Arméniens du Nakhitchevan, son Conseil National représentant près de 400.000 arméniens et l'ONG Pahapan qui sollicitent l'ONU et l'UNESCO, déclarant que la Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé - Adoptée à La Haye le 14 mai 1954 , et dont l'Azerbaïdjan est signataire depuis le 20 septembre 1993, date d'entrée en vigueur le 20 Décembre 1993, a été bafouée devant les instances internationales.

Le crime

Constatant, le flagrant délit,

Constatant, que les autorités azerbaïdjanaises utilisent l'armée pour détruire les sépultures arméniennes.

Estimant, que le manque de respect dû aux morts a été violé, qu'il n'y a aucune raison qui justifie un acte d'une telle barbarie.

Estimant, que l'acte de violence aveugle en direction des sépultures arméniennes, sur des morts, par une armée officielle, ne peut contribuer à la mise en place d'un plan de paix et de sérénité entre les peuples.

Estimant, la perte du cimetière de Djughha comme inestimable pour le patrimoine arménien, pour le patrimoine mondial de l'Humanité et inscrit cette perte dans la mémoire de la nation arménienne.

Demandent que des sanctions soient prises dans les meilleurs délais, demandent que l'Azerbaïdjan soit déclaré Etat rendu coupable de crime contre l'humanité, et demandent l'application des Droits fondamentaux des Arméniens du Nakhitchevan.

La protection contre les crimes racistes

Estimant, que les autorités azerbaïdjanaises alimentent une haine antiarménienne au sein de la population azéri à des fins de vengeance sur des populations civiles en appliquant des méthodes de préparation militaire sur des sépultures, tombes et squelettes de nos parents.

Déclarent que, c'est de l'entretien d'une telle haine et violence raciste au sein d'une structure militaire, qu'émergent des génocides.

Déclarent, avoir averti officiellement les instances internationales et l'ONU du danger de fait d'une situation de violence aveugle.

Le Droit des Arméniens du Nakhitchevan

Suite au nettoyage ethnique subit par les Arméniens du Nakhitchevan depuis 1921,

Suite à la décision unilatérale des autorités soviétiques de transférer la gestion de cette région autonome arménienne aux azéris.

Suite à la décision unilatérale des Azéris de déclarer cette province arménienne, région autonome en « république azérie ».

Suite à une politique de destruction de toute trace d'existence des Arméniens au Nakhitchevan de la part des autorités azéris.

Approuve, les Arméniens du Nakhitchevan et son Conseil National qui demandent officiellement aux instances internationales et à l'ONU l'application des Droits légitimes à l'existence des Arméniens au Nakhitchevan, conformément à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948, à la CHARTE DES NATIONS UNIES, au Pacte International des Droits Civils et Politiques, au Pacte International des Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Demandent, les moyens nécessaires à l'application des droits légitimes à l'existence des Arméniens au Nakhitchevan.

Déclare, qu'il en est aujourd'hui de la responsabilité des instances internationales et de l'ONU, concernant l'application du droit international en direction de la république azérie, « Etat » rendu coupable de crime contre l'Humanité, après que les Arméniens du Nakhitchevan aient été victimes de nettoyage ethnique et aujourd'hui d'ethnocide.

Les Droits de l'Homme

Préambule

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

Approuve, que l'Union des Arméniens du Nakhitchevan, son Conseil National et l'ONG Pahapan sollicitent la Cour Européenne des Droits de l'Homme et l'ONU déclarant que le préambule, les articles premier, 7, 8, 18, et 28 ont été bafoués par la république azérie.

Article premier

Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 7

Tous sont égaux devant la loi et ont droit sans distinction à une égale protection de la loi. Tous ont droit à une protection égale contre toute discrimination qui violerait la présente Déclaration et contre toute provocation à une telle discrimination.

Article 8

Toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus par la constitution ou par la loi.

Article 18

Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion ; ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction seule ou en commun, tant en public qu'en privé, par l'enseignement, les pratiques, le culte et l'accomplissement des rites.

Article 28

Toute personne a droit à ce que règne, sur le plan social et sur le plan international, un ordre tel que les droits et libertés énoncés dans la présente Déclaration puissent y trouver plein effet.

Redemandent l'application des Droits fondamentaux et légitimes en direction des Arméniens du Nakhitchevan, des Droits à l'existence sur leur sol au même titre que tous les êtres humains en application de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Dénoncent les actes discriminatoires et racistes des autorités azéris en direction des Arméniens du Nakhitchevan.

Redemandent que les Droits de l'Homme s'appliquent sans aucune discrimination aux Arméniens du Nakhitchevan en prévention d'actes racistes, violents et arbitraires,

Déclare, que la non-application des Droits fondamentaux en direction des Arméniens du Nakhitchevan, représentés par son Conseil National et la préparation militaire à la haine et au racisme de l'Armée azerbaïdjanaise porte en son sein les germes d'une violence aveugle.

Déclare une nouvelle fois, qu'il en est aujourd'hui de la responsabilité des instances internationales et de l'ONU, concernant l'application du droit international en direction de la république azerie, Etat rendu coupable de crime contre l'humanité, après que les Arméniens au Nakhitchevan aient été victimes de nettoyage ethnique et aujourd'hui d'ethnocide.

Le Conseil National Arménien

Միևմտեան Հայաստանի Հայերուն Համագումարի Ներկայացուցչութիւն Ֆրանսա
Représentation de l'Assemblée des Arméniens d'Arménie Occidentale en France

BP 61
92224 BAGNEUX CEDEX
e-mail : haybachdban@wanadoo.fr